

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1978 Nr. 75

---

---

A. TITEL

*Derde Aanvullend Protocol bij het Algemeen Verdrag nopens de  
voorrechten en immuniteiten van de Raad van Europa;  
Straatsburg, 6 maart 1959*

B. TEKST**Troisième Protocole Additionnel à l'Accord Général sur les  
Privilèges et Immunités du Conseil de l'Europe**

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe, signataires de l'Accord Général sur les Privilèges et Immunités du Conseil de l'Europe ou Parties à cet Accord et, en même temps, Membres du Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe pour les réfugiés nationaux et les excédents de population;

Vu les dispositions des articles Ier et IX (g) du Statut dudit Fonds;

Vu l'article 40 du Statut du Conseil de l'Europe;

Désireux de préciser le régime juridique des biens, avoirs et opérations, ainsi que le statut juridique des organes et des agents du Fonds de Réétablissement;

Considérant que, à ce sujet, il est nécessaire que la réalisation des objectifs statutaires du Fonds soit facilitée par la réduction aussi large que possible des charges fiscales qui pèsent directement ou indirectement sur les opérations du Fonds et qui retombent en définitive sur les bénéficiaires des prêts accordés par le Fonds;

Désireux de compléter, en ce qui concerne le Fonds de Réétablissement, les dispositions de l'Accord Général sur les Privilèges et Immunités du Conseil de l'Europe,

Sont convenus de ce qui suit:

**TITRE I****STATUT, PERSONNALITÉ ET CAPACITÉ****Article 1er**

Le Statut du Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe, approuvé par la Résolution (56) 9 du Comité des Ministres, ou amendé, soit par celui-ci, soit par le Comité de Direction, ce dernier agissant dans les limites de l'article IX (h) dudit Statut, fait partie intégrante du présent Protocole.

Le Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe a la pleine personnalité juridique et, notamment, la capacité de:

- (i) contracter;
- (ii) acquérir des droits et biens mobiliers et immobiliers et en disposer;
- (iii) ester en justice;
- (iv) effectuer toute opération en rapport avec son objectif statutaire.

### **Third Protocol to the General Agreement on Privileges and Immunities of the Council of Europe**

The Governments signatory hereto, being Members of the Council of Europe, signatories of the General Agreement on Privileges and Immunities of the Council of Europe or Parties to the said Agreement and, at the same time, Members of the Council of Europe Resettlement Fund for National Refugees and Over-population;

Having regard to the provisions of Articles I and IX (g) of the Articles of Agreement of the aforesaid Fund;

Having regard to Article 40 of the Statute of the Council of Europe;

Desirous of defining the legal regime of the property, assets and operations of the Resettlement Fund, and the legal status of its organs and officials;

Considering that it is necessary to facilitate the realisation of the statutory purposes of the Fund by the most generous possible reduction in direct or indirect taxation affecting the operations of the Fund and borne ultimately by the beneficiaries of loans granted by the Fund;

Desirous of supplementing, in respect of the Resettlement Fund, the provisions of the General Agreement on Privileges and Immunities of the Council of Europe,

Have agreed as follows:

#### **PART I**

#### **ARTICLES OF AGREEMENT, PERSONALITY, CAPACITY**

##### **Article 1**

The Articles of Agreement of the Council of Europe Resettlement Fund, as approved by the Committee of Ministers in Resolution (56) 9, or as amended by the aforesaid Committee, or by the Governing Body acting within the limits laid down in Article IX (h) of the said Articles of Agreement, shall be an integral part of the present Protocol.

The Council of Europe Resettlement Fund shall possess juridical personality and, in particular, the capacity:

- (i) to contract;
- (ii) to acquire and dispose of immovable and movable property;
- (iii) to institute legal proceedings;
- (iv) to carry out any transaction related to its statutory purposes.

Les opérations, actes et contrats du Fonds de Réétablissement sont régis par le présent Protocole, par le Statut du Fonds et par les dispositions réglementaires prises conformément à ce Statut. Le Fonds peut, en outre, consentir expressément à l'application subsidiaire d'une loi nationale pour autant que celle-ci ne déroge pas au présent Protocole et audit Statut.

## TITRE II

### JURIDICTIONS, BIENS, AVOIRS, OPÉRATIONS

#### Article 2

Toutes juridictions compétentes d'un État membre du Fonds ou d'un État où le Fonds a contracté ou garanti des emprunts peuvent connaître des litiges où le Fonds est partie défenderesse.

Toutefois:

- (i) Aucune action ne pourra être intentée devant ces juridictions, soit contre le Fonds par un État membre ou par des personnes agissant pour le compte dudit État membre ou faisant valoir des droits cédés par ce dernier, soit par le Fonds contre un État membre ou contre lesdites personnes;
- (ii) Les litiges nés de contrats d'emprunt ou de garantie d'emprunt conclus par le Fonds avec un État membre ou tout autre emprunteur agréé par cet État seront réglés par une procédure arbitrale à déterminer dans lesdits contrats. Les litiges nés de contrats de prêt ou de garantie signés par le Fonds seront réglés par recours à une procédure arbitrale dont les modalités sont définies par le Règlement des Prêts pris en application de l'article X, section 1 (d), du Statut du Fonds.

#### Article 3

Les biens et avoirs du Fonds, en quelque lieu qu'ils se trouvent et quels qu'en soient les détenteurs, seront à l'abri de toute forme de saisie, d'opposition ou d'exécution, avant que n'ait été rendu contre le Fonds un jugement exécutoire qui n'est plus susceptible d'être attaqué par les voies de recours ordinaires.

L'exécution forcée, sur le territoire des États membres du Fonds, des sentences intervenues à la suite d'une procédure arbitrale visée à l'article 2, alinéa 3, est poursuivie suivant les voies de droit en vigueur dans chacun de ces États et après qu'aura été apposée – sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité de ces sentences, de leur conformité aux règles de compétence et de procédure établies par le Règlement des Prêts du Fonds, ainsi que de l'absence de contradiction entre lesdites sentences et un jugement définitif intervenu dans le pays intéressé – la formule exécutoire usitée dans l'État sur le territoire duquel la sentence doit être exécutée. Chaque signataire no-

The operations, acts and contracts of the Resettlement Fund shall be governed by this Protocol, by the Articles of Agreement of the Fund and by regulations issued in pursuance of the said Articles of Agreement. In addition, a national law may be applied in a particular case, provided that the Fund expressly agrees thereto and that such law does not derogate from this Protocol nor from the said Articles of Agreement.

## PART II

### COURTS, PROPERTY, ASSETS, OPERATIONS

#### Article 2

Any competent court of a Member of the Fund or of a State in whose territory the Fund has contracted or guaranteed a loan may hear suits in which the Fund is a defendant.

Nevertheless:

- (i) No action shall be brought in such courts, either against the Fund by a Member or persons acting for or deriving claims from a Member, or by the Fund against a Member or the persons aforesaid;
- (ii) Differences arising out of any loan or guarantee contract concluded by the Fund with a Member or with any other borrower approved by that Member shall be settled by arbitration in accordance with procedure laid down in the said contract. Differences arising out of any loan or guarantee contract signed by the Fund shall be settled by arbitration procedure under arrangements specified in the Loan Regulations drawn up in pursuance of Article X, Section 1 (d), of the Articles of Agreement of the Fund.

#### Article 3

The property and assets of the Fund, wheresoever located and by whomsoever held, shall be immune from all forms of seizure, attachment or execution before the delivery against the Fund of an enforceable judgement which can no longer be disputed by common remedies at law.

Enforcement of awards by execution, where such awards result from arbitration in accordance with the third paragraph of Article 2 shall, in the territory of Members of the Fund, take place through the legal channels prescribed in each such Member State and after endorsement with the executory formula customary in the State in whose territory the award is to be executed; for the purpose of such endorsement, no check shall be required other than verification that the award is authentic, that it conforms to the rules concerning competence and procedure set forth in the Loan Regulations of the Fund and that it does not conflict with a final judgement passed in the

tifiera, lors du dépôt de son instrument de ratification, aux autres signataires, par l'entremise du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, quelle est, d'après la législation de son pays, l'autorité compétente pour pourvoir à cette formalité.

#### Article 4

Les biens et les avoirs du Fonds, en quelque lieu qu'ils se trouvent et quels qu'en soient les détenteurs, seront exempts de perquisitions, réquisitions, confiscations, expropriations ou de toute autre forme de contrainte ordonnée par le pouvoir exécutif ou par le pouvoir législatif.

Les bâtiments et locaux utilisés pour le fonctionnement des services du Fonds, ainsi que les archives de ce dernier sont inviolables.

#### Article 5

Dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de son objectif statutaire, le Fonds de Réétablissement peut:

(a) détenir toutes devises et tous avoirs de compte en n'importe quelle monnaie;

(b) transférer librement par voie bancaire ses fonds d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par lui en toute autre monnaie.

Dans l'exercice des droits prévus par cet article, le Fonds de Réétablissement tiendra compte de toute représentation qui lui sera faite par le Gouvernement de tout État membre.

#### Article 6

Les biens et avoirs du Fonds sont exempts de restrictions, réglementations, contrôles et moratoires de toute nature.

#### Article 7

Le Fonds de Réétablissement, ses avoirs, revenus et autres biens, sont exonérés de tous impôts directs.

Le Fonds de Réétablissement est exonéré de tous impôts dans les États membres du Fonds sur les transactions et opérations relatives aux emprunts que le Fonds contracte pour en affecter le produit, conformément à son objet, aux besoins des réfugiés et des excédents de population et aux prêts qu'il consent ou qu'il garantit dans les conditions statutairement prévues.

Aucune exonération n'est accordée au Fonds en ce qui concerne les impôts, taxes et droits qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité publique.

Les Gouvernements des États membres prennent, chaque fois qu'il leur est possible, les dispositions appropriées en vue:

country concerned. Each signatory shall, on deposit of its instrument of ratification, notify the other signatories through the Secretary-General of the Council of Europe what authority is competent under its laws to discharge this formality.

#### Article 4

The property and assets of the Fund, wheresoever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation or any other form of distraint by executive or legislative action.

The buildings and premises used for the operations of the Fund, and also its archives, shall be inviolable.

#### Article 5

To the extent necessary to the achievement of its statutory purposes the Fund may:

- (a) hold currency of any kind and operate accounts in any currency;
- (b) freely transfer its funds through banking channels from one country to another or within any country and convert any currency held by it into any other currency.

In exercising its rights under this Article, the Fund shall pay due regard to any representations made to it by the Government of any Member.

#### Article 6

The property and assets of the Fund shall be free from restrictions, regulations, controls and moratoria of any nature.

#### Article 7

The Resettlement Fund and its assets, income and other property shall be exempt from all direct taxes.

The Resettlement Fund shall be exempt from all taxes in the territory of Members of the Fund in respect of transactions and operations relating to loans contracted by the Fund with a view to applying their proceeds, in accordance with its purpose, to the needs of refugees and surplus population or relating to loans granted or guaranteed by the Fund in accordance with its statutory provisions.

The Fund shall not be granted exemption from any rates, taxes or dues which are merely charges for public utility services.

Member Governments shall, whenever possible, make appropriate arrangements for:

(a) de l'exonération des impôts sur les revenus afférents aux intérêts des obligations émises ou des emprunts contractés par le Fonds;

(b) de la remise ou du remboursement du montant des droits indirects et des taxes entrant dans le prix des biens immobiliers ou mobiliers, ou dans celui des prestations de service, lorsque le Fonds, pour son usage officiel, effectue des achats importants ou bénéficie de services dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature.

Aucun impôt, de quelque nature que ce soit, ne sera perçu sur les valeurs ou obligations émises ou garanties par le Fonds (y compris tout dividende ou intérêt y afférent), quel qu'en soit le détenteur:

(a) si cet impôt constitue une mesure de discrimination contre une telle valeur ou obligation du seul fait qu'elle est émise ou garantie par le Fonds; ou

(b) si le seul fondement juridique d'un tel impôt est le lieu ou la devise dans laquelle la valeur ou l'obligation est émise ou garantie, rendue payable ou payée, ou encore l'emplacement du siège, de tout bureau ou centre d'opérations du Fonds.

#### Article 8

Le Fonds est exonéré de tous droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard des articles destinés à son usage officiel, à moins que ces prohibitions ou restrictions n'aient été dictées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique. Toutefois, les articles importés en franchise ne seront pas cédés à un titre quelconque sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, sauf dans des conditions agréées par le gouvernement de ce pays.

### TITRE III

#### ORGANES

#### Article 9

Les organes visés à l'article VIII du Statut du Fonds bénéficient sur le territoire de chaque État membre, pour leurs communications officielles, d'un traitement au moins aussi favorable que le traitement accordé par ce Membre aux missions diplomatiques de tout autre gouvernement. La correspondance officielle et les autres communications officielles des organes du Fonds ne peuvent être censurées.

#### Article 10

Les membres du Comité de Direction, du Conseil d'Administration et du Comité de Surveillance jouissent de l'immunité de juridiction



(a) exemption from taxes on income derived from interest on bonds issued or loans contracted by the Fund;

(b) the remission or return of excise duties and taxes which form part of the price to be paid for movable or immovable property or of the payment for services rendered, when the Fund, for official purposes, is making substantial purchases of procuring services the total cost of which includes such excise duties and taxes.

No tax of any kind shall be levied on any security or bond issued or guaranteed by the Fund (or any dividend or interest thereon) by whomsoever held:

(a) which discriminates against such security or bond solely because it is issued or guaranteed by the Fund; or

(b) if the sole legal basis for such tax is the place or currency in which the security or bond is issued, guaranteed, made payable or paid, or the location of the headquarters or of any office or place of business maintained by the Fund.

#### Article 8

The Fund shall be exempt from all customs duties, prohibitions and restrictions on imports and exports in respect of articles required for its official use, unless such prohibitions or restrictions have been imposed for reasons of *ordre public*, safety or health. Articles imported under exemption will not be disposed of in any way in the country into which they are imported, except under conditions approved by the Government of that country.

### PART III

#### ORGANS

#### Article 9

The organs referred to in Article VIII of the Articles of Agreement of the Fund shall enjoy in the territory of each Member State, for their official communications, treatment at least as favourable as that accorded by that Member to diplomatic missions of any other Government. No censorship shall be applied to the official correspondence and other official communications of the organs of the Fund.

#### Article 10

Members of the Governing Body, the Administrative Council and the Auditing Board shall be immune from legal process in respect of

pour les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle et dans les limites de leurs attributions. Cette immunité leur reste acquise à l'expiration de leur mandat. Ils bénéficient, en outre, en ce qui concerne les restrictions à l'immigration, l'enregistrement des étrangers, les réglementations de change et les facilités de voyage, du même traitement que celui qui est accordé par les États membres aux représentants des autres gouvernements du Fonds possédant un statut équivalent. Les sommes qui leur sont allouées en frais de représentation ou dépenses inhérentes à l'exercice de leurs fonctions ne sont soumises à aucune imposition fiscale.

#### Article 11

Les immunités et privilèges sont accordés aux personnes visées par l'article 10, non pas pour leur bénéfice personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leur fonctions. Par conséquent, un Membre a non seulement le droit mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans nuire au but pour lequel elle est accordée.

#### Article 12

(a) Les dispositions des articles 10 et 11 ci-dessus ne sont pas opposables aux autorités de l'État dont la personne est ou a été le représentant.

(b) Les articles 10, 11 et 12 (a), s'appliquent également aux représentants adjoints, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégation.

### TITRE IV

#### AGENTS

#### Article 13

Le Gouverneur du Fonds et les agents du Fonds jouissent des privilèges et immunités prévus à l'article 18 de l'Accord Général sur les Privilèges et Immunités du Conseil de l'Europe.

Le Gouverneur déterminera les catégories des agents auxquels s'appliquent, en tout ou partie, les dispositions dudit article.

Les communications prévues à l'article 17 de l'Accord Général sur les Privilèges et Immunités du Conseil de l'Europe seront faites par le Secrétaire Général du Conseil tant en ce qui concerne le Gouverneur que les agents visés à l'alinéa précédent.

Le Secrétaire Général, après consultation du Gouverneur, peut et

words spoken or written and all acts performed by them in their official capacity and within the limit of their authority. They shall continue to enjoy such immunity after their terms of office have expired. In addition, they shall be accorded the same immunities from immigration restrictions and alien registration requirements and the same exchange and travel facilities as are accorded by Members to representatives of other Governments of the Fund having comparable rank. Sums paid to them in respect of expenses necessarily incurred in the discharge of their duties shall be exempt from taxation.

#### Article 11

The privileges and immunities are accorded to the individuals mentioned in Article 10 not for their own personal benefit, but in order to safeguard the independent exercise of their functions. Consequently, a Member not only has the right, but is in duty bound, to waive the immunity of its representatives in any case where, in the opinion of the Member, immunity would impede the course of justice, and where it can be waived without prejudice to the purpose for which it is accorded.

#### Article 12

(a) The provisions of Articles 10 and 11 may not be invoked by a representative against the authorities of the State of which he is or has been the representative.

(b) Articles 10, 11 and 12 (a) shall apply equally to deputy representatives, advisers, technical experts and secretaries of delegations.

### PART IV

#### OFFICIALS

#### Article 13

The Governor and officials of the Fund shall be accorded the privileges and immunities specified in Article 18 of the General Agreement on Privileges and Immunities of the Council of Europe.

The Governor will specify the categories of officials to which the provisions of the aforesaid Article shall apply.

The communications specified in Article 17 of the General Agreement on Privileges and Immunities of the Council of Europe shall be made by the Secretary-General of the Council in respect of the Governor and also of the officials referred to in the preceding paragraph.

The Secretary-General, after consulting the Governor, shall have

doit lever l'immunité accordée à un agent dans tous les cas où il estime que cette immunité empêcherait l'exercice normal d'une action de justice et pourrait être levée sans que cette mesure portât préjudice au bon fonctionnement du Fonds. A l'égard du Gouverneur, le Comité de Direction du Fonds a qualité pour prononcer la levée des immunités.

## TITRE V

### APPLICATION DE L'ACCORD

#### Article 14

Les Gouvernements des États membres du Fonds s'engagent à solliciter les autorisations constitutionnelles qui seraient éventuellement nécessaires pour faire face aux obligations statutaires que ces États assument à l'égard du Fonds de Réétablissement. Ils s'engagent également à solliciter en temps utile lesdites autorisations afin de pouvoir remplir les engagements qu'ils auraient contractés au titre d'emprunteur ou de garant, conformément à la section 3 de l'article VI du Statut du Fonds de Réétablissement.

#### Article 15

Le Fonds pourra conclure avec tout État membre des accords spéciaux précisant les modalités d'application des dispositions du présent Protocole, complétant lesdites dispositions ou portant dérogation à celles de l'article 13 ci-dessus. Il peut également conclure des accords avec tout État non membre du Fonds de Réétablissement pour l'aménagement à leur égard de l'application des dispositions de ce Protocole.

## TITRE VI

### DISPOSITIONS FINALES

#### Article 16

Le présent Protocole sera ratifié et les instruments de ratification seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Il entrera en vigueur dès que trois signataires représentant au moins le tiers des titres du Fonds auront déposé leurs instruments de ratification. Pour les autres Membres du Fonds, il entrera en vigueur à la date de dépôt de leurs instruments de ratification respectifs.

Toutefois, en attendant l'entrée en vigueur du Protocole dans les conditions prévues au paragraphe précédent, les signataires conviennent, afin d'éviter tout délai dans le bon fonctionnement du Fonds de

the right and the duty to waive the immunity of any official in any case where he considers that immunity would impede the course of justice and can be waived without prejudice to the satisfactory operation of the Fund. In the case of the Governor, the Governing Body of the Fund shall have the right to waive immunity.

## PART V

### APPLICATION OF THE AGREEMENT

#### Article 14

The Governments of Member States of the Fund undertake to seek such constitutional authority as may be necessary to fulfil the statutory obligations assumed by those States *vis-à-vis* the Resettlement Fund. They undertake likewise to seek such authority in good time in order to be able to fulfil any undertakings into which they may have entered as borrower or guarantor, in accordance with Article VI, Section 3, of the Articles of Agreement of the Resettlement Fund.

#### Article 15

The Fund may conclude with any Member State special agreements on the detailed application of the provisions of the present Protocol, supplementing the said provisions or derogating from those of Article 13 above. It may likewise conclude agreements with any State which is not a member of the Fund, modifying the application of the provisions of the present Protocol so far as that State is concerned.

## PART VI

### FINAL CLAUSES

#### Article 16

The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification deposited with the Secretary-General of the Council of Europe. It shall enter into force as soon as three signatories representing at least one-third of the Fund's holdings have deposited their instruments of ratification. For the other Members of the Fund it shall enter into force on the date when their respective instruments of ratification are deposited.

Nevertheless, pending the entry into force of this Protocol in accordance with the foregoing paragraph, the signatories agree, in order not to delay the satisfactory operation of the Fund, to apply

Rétablissement, de le mettre à titre provisoire en application le 1er septembre 1958 ou au plus tard dès sa signature, dans la mesure compatible avec leurs règles constitutionnelles respectives.

#### Article 17

Tout Gouvernement devenu, après la signature de ce Protocole, Membre du Fonds de Rétablissement, peut adhérer au présent Protocole par le dépôt d'un instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Cette adhésion produira effet à la date de ce dépôt si elle est intervenue après l'entrée en vigueur du Protocole, et à la date de cette entrée en vigueur si l'adhésion est antérieure à cette entrée.

Tout Gouvernement ayant déposé un instrument d'adhésion avant l'entrée en vigueur du Protocole mettra celui-ci immédiatement en application provisoire, dans la mesure compatible avec ses règles constitutionnelles.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Protocole.

FAIT à Strasbourg, le 6 mars 1959, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général en communiquera des copies certifiées conformes à tous les signataires ou adhérents.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:  
For the Government of the Kingdom of Belgium:

(s.) JEAN SALMON

Pour le Gouvernement de la République française:  
For the Government of the French Republic:

Signé à Paris le 17 mars 1959

(s.) LECOMPTE BOINET

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:  
For the Government of the Federal Republic of Germany:

En ce qui concerne l'exonération des impôts, la République fédérale d'Allemagne ne sera pas à même d'accorder aux emprunts du Fonds de Rétablissement des avantages excédant ceux accordés à ses propres emprunts ou aux emprunts d'autres organismes internationaux. L'alinéa 4 de l'article 7 ne peut donc comporter aucun engagement pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne de prendre les dispositions prévues dans cet alinéa.

the Protocol provisionally from 1st September 1958, or, at latest, from the date of signature, to the extent compatible with their constitutional rules.

#### Article 17

Any Government which becomes a Member of the Resettlement Fund after the signature of the present Protocol may accede thereto by depositing an instrument of accession with the Secretary-General of the Council of Europe. Such accession shall become effective on the date of deposit if this takes place after the Protocol has entered into force, and upon the date of such entry into force if the accession takes place prior to that date.

Any Government which has deposited an instrument of accession before the entry into force of the Protocol shall immediately apply the latter provisionally, to the extent compatible with its constitutional rules.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned plenipotentiaries have signed the present Protocol.

DONE at Strasbourg, this 6th day of March 1959, in English and in French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall remain in the archives of the Council of Europe. The Secretary-General shall transmit certified copies to each of the signatories or States acceding.

As regards tax exemption, the Federal Republic of Germany will be unable to grant to Resettlement Fund loans more advantageous terms than those accorded to its own loans or the loans of other international organisations. Article 7, paragraph 4, cannot therefore entail any obligation on the part of the Government of the Federal Republic of Germany to make the arrangements mentioned therein.

Signé à Paris le 18 mars 1959

(s.) Dr. ADOLPH REIFFERSCHIEDT

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:  
For the Government of the Kingdom of Greece:

Signé le 18 mars 1959

(s.) N. CAMBALOURIS

Pour le Gouvernement de la République islandaise:  
For the Government of the Icelandic Republic:

Signed at Strasbourg the 20th april 1959

(s.) PÉTUR EGGERZ

Pour le Gouvernement de la République italienne:  
For the Government of the Italian Republic:

Au sujet de l'article 3 et compte tenu des principes généraux de son système juridique, l'Italie se réserve de ne pas apposer la formule exécutoire aux sentences intervenues à la suite de la procédure arbitrale visée à l'article 2, alinéa 3, lorsqu'elles seront contraires à l'ordre public national.

With regard to Article 3, Italy reserves the right, in view of the general principles of its legal system, not to enforce by execution awards arising from the arbitration procedure mentioned in Article 2, paragraph 3, when such awards are contrary to the national *ordre public*.

(s.) BOMBASSEI DE VETTOR

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:  
For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg:

Signé à Paris le 17 mars 1959

(s.) PIERRE WURTH

Pour le Gouvernement de la République turque:  
For the Government of the Turkish Republic:

Signé à Strasbourg le 31 mars 1959

Sous réserve de ratification

(s.) M. BOROVALI

---



C. VERTALING**Derde Aanvullend Protocol bij het Algemeen Verdrag nopens de voorrechten en immuniteiten van de Raad van Europa**

De ondertekenende Regeringen, Leden van de Raad van Europa, die het Algemeen Verdrag nopens de voorrechten en immuniteiten van de Raad van Europa hebben ondertekend of partij bij genoemd Verdrag zijn en tegelijkertijd Lid zijn van het Vestigingsfonds van de Raad van Europa voor nationale vluchtelingen en bevolkingsoverschotten;

Gelet op de bepalingen van de artikelen I en IX, letter (g) van het Statuut van genoemd Fonds;

Gelet op artikel 40 van het Statuut van de Raad van Europa;

Geleid door de wens de wettelijke voorschriften ten aanzien van de eigendommen, bezittingen en werkzaamheden, alsmede de rechtspositie van de organen en de functionarissen van het Vestigingsfonds nader te omschrijven;

Overwegende dat het noodzakelijk is de verwezenlijking van de statutaire doeleinden van het Fonds te vergemakkelijken door een zo groot mogelijke vermindering van de directe en de indirecte belastingen die drukken op de werkzaamheden van het Fonds en die uiteindelijk moeten worden gedragen door degenen aan wie het Fonds leningen verstrekt;

Geleid door de wens wat het Vestigingsfonds betreft de bepalingen van het Algemeen Verdrag nopens de voorrechten en immuniteiten van de Raad van Europa aan te vullen,

Komen overeen als volgt:

**TITEL I****STATUUT, PERSOONLIJKHEID, BEVOEGDHEID****Artikel 1**

Het Statuut van het Vestigingsfonds van de Raad van Europa, zoals goedgekeurd door het Comité van Ministers in Resolutie (56) 9, of zoals gewijzigd door dit Comité, of door het College van Bewindvoerders, handelend binnen de grenzen vastgelegd in artikel IX letter (h) van genoemd Statuut, is een integrerend deel van dit Protocol.

Het Vestigingsfonds van de Raad van Europa bezit rechtspersoonlijkheid en heeft met name de bevoegdheid:

- (i) overeenkomsten aan te gaan;
- (ii) roerende en onroerende goederen te verwerven en te vervreemden;

- (iii) in rechte te verschijnen;
- (iv) alle werkzaamheden te verrichten die verband houden met zijn statutaire doeleinden.

De werkzaamheden, handelingen en overeenkomsten van het Vestigingsfonds worden geregeld door dit Protocol, door het Statuut van het Fonds en door de voorschriften uitgevaardigd krachtens het Statuut. Daarnaast mag in bepaalde gevallen een nationale wet toegepast worden, mits het Fonds hier uitdrukkelijk mee instemt en mits een zodanige wet geen afbreuk doet aan dit Protocol of aan het Statuut.

## TITEL II

### RECHTBANKEN, EIGENDOMMEN, BEZITTINGEN, WERKZAAMHEDEN

#### Artikel 2

Iedere bevoegde rechtbank van een Lid van het Fonds of van een Staat op het grondgebied waarvan het Fonds leningen heeft aangegaan of gewaarborgd, mag rechtsgedingen behandelen waarin het Fonds gedaagde is.

Echter:

- (i) Bij een zodanige rechtbank kan geen geding tegen het Fonds aanhangig worden gemaakt door een Lid, of door personen die handelen uit naam van een Lid of aan wie door een Lid vorderingen zijn overgedragen, en evenmin door het Fonds tegen een Lid of bovengenoemde personen;
- (ii) Geschillen voortvloeiend uit een lening- of waarborgovereenkomst door het Fonds gesloten met een Lid of met andere door dat Lid goedgekeurde leningnemers, worden geregeld volgens de procedure vastgelegd in die overeenkomst. Geschillen voortvloeiende uit een door het Fonds ondertekende lening- of waarborgovereenkomst, worden geregeld door middel van een scheidsrechterlijke procedure krachtens regelingen aangegeven in de leningsvoorwaarden opgesteld ingevolge artikel X, eerste lid, letter (d), van het Statuut van het Fonds.

#### Artikel 3

De eigendommen en bezittingen van het Fonds, waar deze ook gelegen zijn en wie deze ook onder zich heeft, zijn vrijgesteld van iedere vorm van beslag of executie zolang er tegen het Fonds geen vonnis is gewezen dat uitvoerbaar is en in kracht van gewijsde is gegaan.

De gedwongen tenuitvoerlegging van vonnissen die tot stand zijn gekomen na een scheidsrechterlijke procedure overeenkomstig de

derde alinea van artikel 2, vindt plaats op het grondgebied van Leden van het Fonds op de in elk van die Lid-Staten voorgeschreven wijze en nadat het vonnis is voorzien van het in de Staat waar het ten uitvoer gelegd moet worden gebruikelijke formulier van tenuitvoerlegging; voor dit laatste hoeft men slechts na te gaan of het vonnis naar de vorm geldig is, of het in overeenstemming is met de regels betreffende bevoegdheid en procedure neergelegd in de leningsvoorwaarden van het Fonds en of het niet in strijd is met het eindvonnis dat uitgesproken werd in het betrokken land. Iedere ondertekenaar stelt bij de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging de andere ondertekenaars, door bemiddeling van de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa, ervan in kennis welke autoriteit wettelijk bevoegd is deze formaliteit te vervullen.

#### Artikel 4

De eigendommen en bezittingen van het Fonds, waar deze ook gelegen zijn en wie deze ook onder zich heeft, zijn vrijgesteld van onderzoek, vordering, confiscatie, onteigening of iedere andere vorm van ingrijpen door de uitvoerende of wetgevende macht.

De gebouwen en terreinen gebruikt voor de werkzaamheden van het Fonds, alsmede zijn archieven, zijn onschendbaar.

#### Artikel 5

Het Fonds mag voor zover noodzakelijk voor het verwezenlijken van zijn statutaire doeleinden:

(a) valuta's van welke aard ook bezitten en in iedere valuta rekeningen hebben;

(b) zijn fondsen via de bank vrij van het ene land naar het andere of binnen een bepaald land overmaken en elke soort valuta, die het bezit, omzetten in enige andere valuta.

Bij de uitoefening van de rechten welke het zijn verleend krachtens dit artikel, schenkt het Fonds de nodige aandacht aan uiteenzettingen van de regering van een Lid.

#### Artikel 6

De eigendommen en bezittingen van het Fonds zijn vrij van beperkingen, voorschriften, controles of moratoria van welke aard ook.

#### Artikel 7

Het Vestigingsfonds, zijn bezittingen, inkomsten en andere eigendommen zijn vrijgesteld van alle directe belastingen.

Het Vestigingsfonds is vrijgesteld van alle belastingen op het grondgebied van Leden van het Fonds met betrekking tot transacties en werkzaamheden in verband met leningen die door het Fonds zijn

aangegaan ten einde de opbrengsten daarvan, overeenkomstig zijn doelstellingen, aan te wenden ten behoeve van vluchtelingen en bevolkingsoverschotten, of in verband met leningen die door het Fonds zijn verstrekt of gewaarborgd overeenkomstig zijn statutaire bepalingen.

Het Fonds wordt niet vrijgesteld van die belastingen, heffingen of rechten, die niet anders zijn dan retributies voor overheidsdiensten.

De Regeringen van Leden treffen, indien mogelijk, passende maatregelen voor:

(a) vrijstelling van belasting op inkomsten bestaande uit rente van door het Fonds uitgegeven obligaties of aangegane leningen;

(b) vrijstelling of teruggave van accijnzen en belastingen die inbegrepen zijn in de prijzen van roerend en onroerend goed of van bewezen diensten, wanneer het Fonds voor officiële doeleinden omvangrijke aankopen doet of diensten laat verrichten waarbij zodanige accijnzen en belastingen zijn inbegrepen in de totale kosten.

Er wordt geen enkele belasting geheven op door het Fonds uitgegeven of gewaarborgde effecten of obligaties, (of op dividenden of rente daarvan), wie deze ook onder zich heeft:

(a) als daardoor een onderscheid wordt gemaakt ten nadele van zodanige effecten of obligaties alleen omdat ze door het Fonds zijn uitgegeven of gewaarborgd; of

(b) als de enige wettelijke basis van een zodanige belasting wordt gevormd door de plaats of valuta waarin de effecten of obligaties zijn uitgegeven of gewaarborgd, betaalbaar gesteld of betaald, of door de plaats van vestiging van het hoofdkantoor of een door het Fonds aangehouden kantoor of bedrijfsinrichting.

## Artikel 8

Het Fonds is vrijgesteld van alle douanerechten, verboden en beperkingen van in- en uitvoer met betrekking tot artikelen die het voor officieel gebruik nodig heeft, tenzij zodanige verboden of beperkingen zijn opgelegd om redenen van de openbare orde, de openbare veiligheid of de volksgezondheid. Artikelen die met een vrijstelling zijn ingevoerd, worden op geen enkele wijze vervreemd in het land waarin zij zijn ingevoerd, anders dan op voorwaarden waaraan de Regering van dat land haar goedkeuring heeft gehecht.

## TITEL III ORGANEN

### Artikel 9

De organen bedoeld in artikel VIII van het Statuut van het Fonds genieten op het grondgebied van elke Lid-Staat ten behoeve van hun

officiële communicatiemiddelen een behandeling die ten minste even gunstig is als die welke door dit Lid wordt toegekend aan de diplomatieke missies van andere regeringen. Er wordt geen censuur toegepast op de officiële correspondentie en andere officiële mededelingen van de organen van het Fonds.

#### Artikel 10

Leden van het College van Bewindvoerders, de Raad van Bestuur en de Controlecommissie genieten immuniteit van rechtsvervolging met betrekking tot door hen gesproken of geschreven woorden en alle handelingen door hen verricht in hun officiële hoedanigheid en binnen de grenzen van hun bevoegdheid. Deze immuniteit blijft van kracht na het verstrijken van hun ambtsperiode. Daarnaast genieten zij dezelfde vrijstelling van immigratiebeperkingen en vreemdelingenregistratie en dezelfde faciliteiten inzake het wisselen van geld en het reizen als die welke door de Lid-Staten worden toegekend aan vertegenwoordigers van andere regeringen van het Fonds van vergelijkbare rang. Bedragen aan hen uitbetaald met betrekking tot noodzakelijke onkosten gemaakt bij het verrichten van hun taken zijn vrijgesteld van belasting.

#### Artikel 11

De voorrechten en immuniteiten worden aan de in artikel 10 genoemde personen niet toegekend voor hun eigen voordeel, doch ten einde de onafhankelijke uitoefening van hun functies te verzekeren. Derhalve heeft een Lid niet alleen het recht, maar tevens de plicht de immuniteit van zijn vertegenwoordiger op te heffen, telkens wanneer naar het oordeel van het Lid de immuniteit de loop van het recht in de weg zou staan, en er afstand van kan worden gedaan zonder dat inbreuk wordt gemaakt op het doel waarvoor de immuniteit wordt toegekend.

#### Artikel 12

(a) De bepalingen van de artikelen 10 en 11 mogen door een vertegenwoordiger niet worden aangevoerd tegen de autoriteiten van de Staat waarvan hij vertegenwoordiger is of is geweest.

(b) De artikelen 10, 11 en 12, letter (a) zijn eveneens van toepassing op plaatsvervangende vertegenwoordigers, adviseurs, technisch deskundigen en secretarissen van delegaties.

### TITEL IV FUNCTIONARISSEN

#### Artikel 13

Aan de President en functionarissen van het Fonds worden de in

artikel 18 van het Algemeen Verdrag nopens de voorrechten en immuniteiten van de Raad van Europa aangegeven voorrechten en immuniteiten toegekend.

De President van het Fonds geeft nader aan op welke categorieën functionarissen de bepalingen van bovengenoemd artikel van toepassing zijn.

De Secretaris-Generaal van de Raad doet de in artikel 17 van het Algemeen Verdrag nopens de voorrechten en immuniteiten van de Raad van Europa aangegeven mededelingen met betrekking tot de President van het Fonds alsmede de in de voorgaande alinea bedoelde functionarissen.

De Secretaris-Generaal heeft, na overleg met de President van het Fonds, het recht en de plicht de immuniteit van een functionaris op te heffen telkens wanneer naar zijn oordeel de immuniteit de loop van het recht in de weg zou staan en er afstand van kan worden gedaan zonder dat inbreuk wordt gemaakt op het bevredigend functioneren van het Fonds. Ingeval het de President van het Fonds betreft, heeft het Bestuur van het Fonds het recht de immuniteit op te heffen.

## TITEL V

### TOEPASSING VAN HET VERDRAG

#### Artikel 14

De Regeringen van de Lid-Staten van het Fonds verbinden zich ertoe de constitutionele bevoegdheden te verkrijgen die eventueel noodzakelijk zijn om te kunnen voldoen aan de statutaire verplichtingen die deze Staten op zich genomen hebben jegens het Vestigingsfonds. Tevens verbinden zij zich ertoe zodanige bevoegdheden tijdig te verkrijgen om in staat te zijn de verbintenissen na te komen die zij zijn aangegaan als leningnemer of als borg, overeenkomstig artikel VI, derde lid, van het Statuut van het Vestigingsfonds.

#### Artikel 15

Het Fonds kan met elke Lid-Staat bijzondere overeenkomsten sluiten inzake de details van de toepassing van de bepalingen van dit Protocol, waarbij men genoemde bepalingen aanvult, of afwijkt van de bepalingen van bovenstaand artikel 13. Tevens kan het overeenkomsten sluiten met een Staat die geen lid is van het Fonds, waarbij de toepassing van de bepalingen van dit Protocol, voor zover het die Staat betreft, wordt gewijzigd.

## TITEL VI

### SLOTBEPALINGEN

#### Artikel 16

Dit Protocol dient te worden bekrachtigd en de akten van be-

krachtiging dienen te worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa. Het treedt in werking zodra drie van de ondertekenaars, die ten minste een derde van de bezittingen van het Fonds vertegenwoordigen, hun akte van bekrachtiging hebben nedergelegd. Voor de andere Leden van het Fonds treedt het in werking op het tijdstip waarop hun onderscheiden akten van bekrachtiging worden nedergelegd.

Ten einde een bevredigend functioneren van het Fonds niet te vertragen, komen de ondertekenaars echter overeen, hangende de inwerkingtreding van dit Protocol overeenkomstig de vorige alinea, het voorlopig toe te passen met ingang van 1 september 1958 of uiterlijk met ingang van de datum van ondertekening, voor zover zulks verenigbaar is met hun constitutionele bepalingen.

#### Artikel 17

Iedere Regering die Lid wordt van het Vestigingsfonds na de ondertekening van dit Protocol kan daartoe toetreden door een akte van toetreding neder te leggen bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa. Een zodanige toetreding wordt van kracht op de datum van nederlegging indien deze plaatsvindt nadat het Protocol in werking is getreden, en op de datum van inwerkingtreding indien de toetreding voor dat tijdstip plaatsvindt.

Iedere Regering die een akte van toetreding heeft nedergelegd voor de inwerkingtreding van het Protocol past het Protocol onmiddellijk voorlopig toe, voor zover zulks verenigbaar is met haar constitutionele bepalingen.

**TEN BLIJKE WAARVAN** de ondergetekende gevolmachtigden dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te Straatsburg, 6 maart 1959, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar, dat wordt nedergelegd in het archief van de Raad van Europa. De Secretaris-Generaal doet gewaarmerkte afschriften toekomen aan elk der ondertekenende of toetredende Staten.

*(Voor de ondertekeningen zie blz. 15 en 16 van dit Tractatenblad.)*

---

D. PARLEMENT

Het Protocol behoeft ingevolge artikel 64, juncto artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens tot toetreding kan worden overgegaan.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 16 van het Protocol hebben de volgende Staten een akte van bekrachtiging bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa nedergelegd:

Luxemburg .....	13 september 1960
Griekenland .....	29 mei 1961
België .....	26 oktober 1962
Italië .....	15 maart 1963
de Bondsrepubliek Duitsland .....	8 augustus 1963
IJsland .....	16 februari 1971
Turkije .....	16 januari 1975
Frankrijk .....	10 maart 1978

F. TOETREDING

In overeenstemming met artikel 17 van het Protocol hebben de volgende Staten een akte van toetreding bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa nedergelegd:

Cyprus .....	30 november 1967
Zwitserland .....	13 december 1973
Malta .....	7 juni 1977

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol zijn ingevolge artikel 16 in werking getreden op 15 maart 1963 voor België, Griekenland, Italië en Luxemburg.

Ingevolge hetzelfde artikel treden zij in werking voor de andere Leden van het in rubriek J hieronder genoemde Vestigingsfonds op de datum van nederlegging van hun akte van bekrachtiging.

Ingevolge artikel 17 van het Protocol treden zij voor toetredende Staten in werking op de datum van de nederlegging van de betreffende akte van toetreding.

J. GEGEVENS

Van het op 5 mei 1949 te Londen totstandgekomen Statuut van de Raad van Europa, naar welk Statuut in de preambule tot het



onderhavige Protocol wordt verwezen, zijn tekst en vertaling, zoals die luiden tot en met de tiende wijziging er in verwerkt, geplaatst in *Trb.* 1975, 70; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1978, 44.

Van het op 2 september 1949 te Parijs totstandgekomen Algemeen Verdrag nopens de voorrechten en immuniteiten van de Raad van Europa, naar welk Verdrag wordt verwezen in de preambule tot het onderhavige Protocol, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1951, 19; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1966, 110.

Van het op 16 april 1956 te Straatsburg totstandgekomen Statuut van het Vestigingsfonds van de Raad van Europa, welk Statuut een integrerend deel is van het onderhavige Protocol, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1978, 74.

Uitgegeven de twintigste juni 1978.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
C. A. VAN DER KLAUW.